

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 1er octobre 2012

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, août 2012

2

L'Indice des prix des produits industriels a connu une légère baisse de 0,1 % en août par rapport à juillet, laquelle a été principalement attribuable à une baisse des prix des véhicules automobiles et autre matériel de transport. L'Indice des prix des matières brutes a augmenté de 3,4 % en août, surtout en raison des prix plus élevés pour les combustibles minéraux, plus précisément le pétrole brut.

Bilan des investissements internationaux du Canada, deuxième trimestre de 2012

8

La dette extérieure nette du Canada a augmenté de 23,4 milliards de dollars pour atteindre 241,6 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. Cela s'explique principalement par l'effet qu'ont eu l'affaiblissement des marchés boursiers sur la composante relativement plus importante des actions dans les positions d'investissements extérieurs du Canada ainsi que les nouveaux investissements étrangers dans l'économie au cours du trimestre.

Révision historique du Système de comptabilité nationale, 1981 au deuxième trimestre de 2012

13

La mise en œuvre des normes comptables internationales révisées du Système de comptabilité nationale n'a entraîné aucun changement important du niveau, du taux de croissance nominal ni du taux de croissance réel du produit intérieur brut du Canada de 1981 jusqu'au deuxième trimestre de 2012. De même, le solde du compte courant du Canada n'a pas connu de changement important au cours de cette période.

Étude : Le revenu des ménages canadiens, 1981 à 2010

17

Indices des prix de vente de l'énergie électrique, mai à août 2012

19

Papier-toiture asphalté, août 2012

20

Base de données et modèle de simulation de politiques sociales, Version 20.0

21

Nouveaux produits et études

22



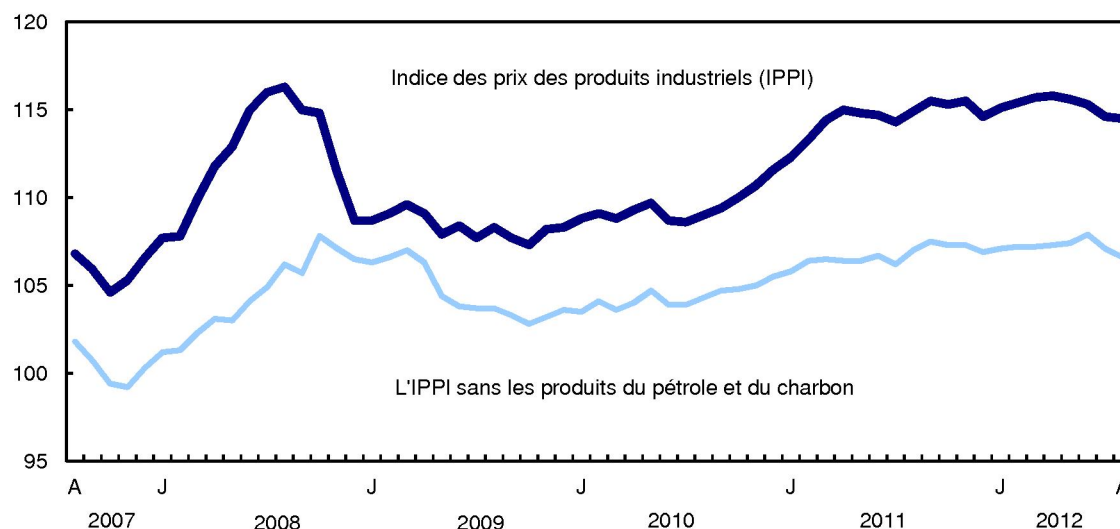
Communiqués

Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, août 2012

L'Indice des prix des produits industriels (IPPI) a connu une légère baisse de 0,1 % en août par rapport à juillet, laquelle a été principalement attribuable à une baisse des prix des véhicules automobiles et autre matériel de transport. L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a augmenté de 3,4 % en août, surtout en raison des prix plus élevés pour les combustibles minéraux, plus précisément le pétrole brut.

Graphique 1 Les prix des produits industriels diminuent

indice (2002=100)



Indice des prix des produits industriels, variation mensuelle

L'IPPI a enregistré une quatrième diminution consécutive en août. La baisse de l'indice était cependant moins prononcée qu'au cours des trois mois précédents. Des 21 groupes de produits principaux, 13 étaient en baisse alors que 4 étaient en hausse.

Le groupe des véhicules automobiles et autre matériel de transport (-1,3 %) a contribué le plus au recul de l'IPPI, notamment en raison d'une diminution des prix pour les véhicules automobiles (-1,8 %). L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain en août était en grande partie à l'origine de cette diminution.

Certains producteurs canadiens qui exportent leurs produits sont généralement payés en prix fixés en dollars américains. Par conséquent, la hausse de 2,2 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain en août a eu pour effet de baisser leurs prix équivalents en dollars canadiens. Sans l'effet du taux de change, l'IPPI aurait augmenté de 0,4 % au lieu de diminuer de 0,1 %.

Les produits métalliques de première transformation (-0,8 %) ont également contribué au recul de l'IPPI, plus spécifiquement des baisses de prix pour les produits de l'aluminium (-2,8 %), les produits du cuivre et alliage de cuivre (-3,0 %) et les produits du nickel (-5,2 %).

Par ailleurs, la baisse de l'IPPI a été atténuée principalement par une augmentation des prix pour le groupe des produits du pétrole et du charbon (+3,4 %), notamment le mazout et autres carburants (+4,4 %) et l'essence (+2,5 %).

L'IPPI sans les produits du pétrole et du charbon a diminué de 0,5 % en août.

Indice des prix des produits industriels, variation sur 12 mois

Par rapport à août 2011, l'IPPI s'est replié de 0,3 %. L'indice a ainsi enregistré une première contraction d'une année à l'autre depuis mars 2010.

L'IPPI a été entraîné à la baisse principalement par le groupe des produits métalliques de première transformation (-10,7 %), notamment les autres produits de métaux non ferreux (-14,9 %), les produits de l'aluminium (-15,0 %), les produits du nickel (-28,4 %) et les produits du cuivre et alliage de cuivre (-12,6 %). L'argent et le platine étaient en grande partie à l'origine de la baisse des autres produits de métaux non ferreux.

Parmi les autres groupes de produits principaux qui ont contribué au recul de l'IPPI, on retrouve les produits chimiques ainsi que la pâte de bois et les produits de papier.

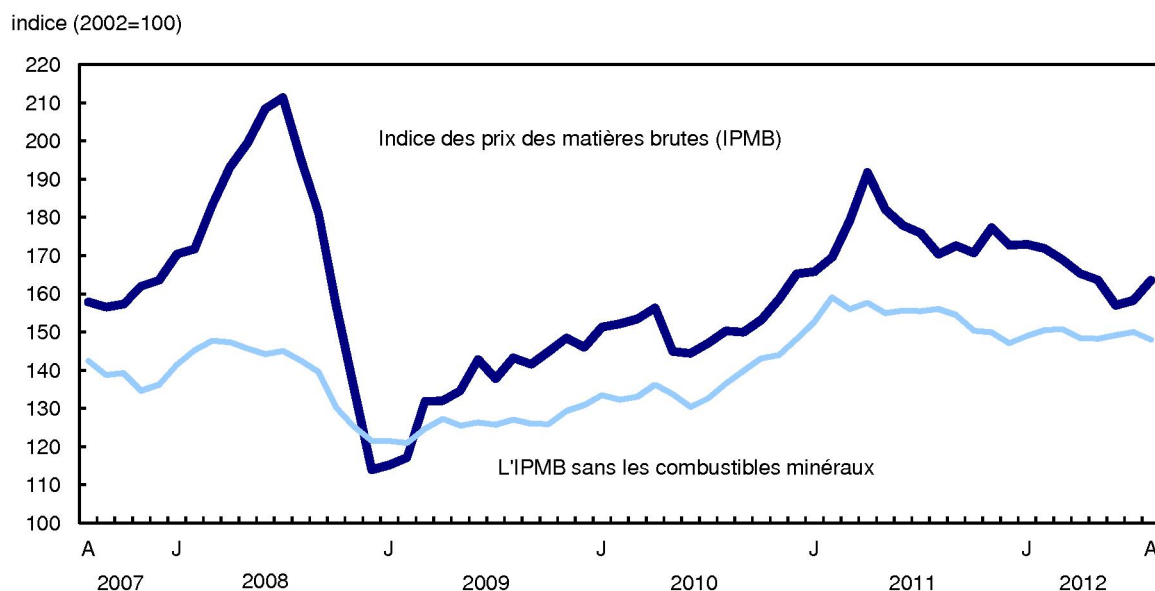
Par rapport à août 2011, la baisse de l'IPPI a été atténuée surtout par le bois d'œuvre et autres produits de bois (+7,0 %), surtout en raison des prix plus élevés pour le bois de construction. Le groupe des véhicules automobiles et autre matériel de transport a également connu une hausse d'une année à l'autre.

La dépréciation d'une année à l'autre de 0,9 % du dollar canadien par rapport au dollar américain a atténué la baisse de l'IPPI. Sans l'effet du taux de change, l'IPPI aurait reculé de 0,6 % au lieu de 0,3 %.

Indice des prix des matières brutes, variation mensuelle

L'IPMB a progressé de 3,4 % en août, ce qui représente une deuxième hausse mensuelle d'affilée. L'indice n'avait pas connu de hausse aussi forte depuis novembre 2011.

Graphique 2 Les prix des matières brutes augmentent



La hausse de l'IPMB était en grande partie attribuable aux prix plus élevés des combustibles minéraux (+9,1 %), plus précisément du pétrole brut (+9,8 %). L'IPMB sans les combustibles minéraux a diminué de 1,3 % en août.

Parmi les autres groupes de produits, seules les substances végétales (+0,1 %) étaient en hausse. L'augmentation provenait essentiellement des céréales (+4,3 %), plus précisément du maïs, du blé et de l'orge.

La progression de l'IPMB a été ralentie par le recul des prix des métaux non ferreux (-3,0 %), entraînés à la baisse surtout par les concentrés de cuivre et de nickel ainsi que les concentrés radioactifs.

Indice des prix des matières brutes, variation sur 12 mois

Par rapport à août 2011, l'IPMB a diminué de 4,0 %, ce qui représente une sixième baisse consécutive d'une année à l'autre. Parmi les sept groupes de produits principaux, cinq étaient en baisse.

L'indice a été entraîné à la baisse principalement par les métaux non ferreux (-13,6 %), notamment les concentrés de cuivre et de nickel (-17,2 %) et les autres métaux non ferreux usuels (-21,1 %).

Les prix moins élevés des combustibles minéraux (-2,7 %) ont également contribué au recul de l'IPMB, d'une année à l'autre. Les autres groupes de produits à la baisse étaient les matières ferreuses, les substances végétales ainsi que les animaux et les substances animales.

Par rapport à août 2011, la baisse de l'IPMB a été légèrement atténuée par les produits du bois (+6,5 %), surtout en raison des prix plus élevés pour les billes et billots.

Note aux lecteurs

Toutes les données qui figurent dans le présent communiqué sont non désaisonnalisées et habituellement sont sujettes à révision durant une période de six mois (par exemple, lorsque l'indice de juillet est diffusé, l'indice du mois de janvier qui précède devient définitif).

L'Indice des prix des produits industriels (IPPI) reflète les prix que les producteurs canadiens reçoivent au moment où les produits franchissent les portes de l'usine. Il ne reflète pas ce que le consommateur paie. Contrairement à l'Indice des prix à la consommation, l'IPPI exclut les impôts indirects et tous les coûts qui surviennent entre le moment où un produit sort de l'usine et le moment où l'utilisateur final en prend possession, ce qui comprend les coûts du transport ainsi que des commerces de gros et de détail.

Les producteurs canadiens exportent de nombreux biens. Ils indiquent souvent leurs prix en devises étrangères, plus particulièrement en dollars américains, lesquels sont par la suite convertis en dollars canadiens. C'est surtout le cas pour les véhicules automobiles, la pâte de bois, le papier et les produits du bois. Par conséquent, les fluctuations du dollar canadien par rapport à la devise américaine se répercutent sur l'IPPI. Mais, la conversion en dollars canadiens tient compte uniquement de la façon dont les répondants transmettent leurs prix. De plus, il ne s'agit pas d'une mesure qui tient compte du plein effet des taux de change, car cela est une tâche analytique plus difficile.

La conversion des prix reçus en dollars américains est fondée sur le taux de change moyen mensuel (cours au comptant à midi) établi par la Banque du Canada et est offerte dans le tableau 176-0064 de CANSIM (série v37426). Les variations mensuelles et annuelles du taux de change, telles que décrites dans le communiqué, sont calculées d'après la cotation indirecte du taux de change (par exemple, 1 \$CAN = X \$US).

L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) est représentatif des prix que paient les fabricants canadiens pour les principales matières brutes. Un grand nombre de ces prix sont fixés sur le marché mondial. Cependant, comme peu de prix sont libellés en devises étrangères, leur conversion en dollars canadiens n'a qu'un effet mineur sur le calcul de l'IPMB.

Tableau 1
Indice des prix des produits industriels – Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Août 2011	Juillet 2012 ^r	Août 2012 ^p	Juillet à août 2012	Août 2011 à août 2012
	%	(2002=100)			variation en %	
Indices des prix des produits industriels (IPI)	100,00	114,9	114,6	114,5	-0,1	-0,3
IPI sans les produits du pétrole et du charbon	93,70	107,0	107,1	106,6	-0,5	-0,4
Agrégations par produits						
Viande, poisson et produits laitiers	6,08	109,3	110,5	110,1	-0,4	0,7
Fruits, légumes, aliments pour animaux et autres produits alimentaires	5,52	127,0	129,3	129,9	0,5	2,3
Boissons	1,52	121,9	123,8	123,9	0,1	1,6
Tabac et produits du tabac	0,56	172,8	181,4	181,4	0,0	5,0
Produits en caoutchouc, en cuir et en matière plastique	3,51	119,3	122,0	121,6	-0,3	1,9
Produits textiles	1,37	104,1	103,8	103,8	0,0	-0,3
Produits en tricot et vêtements	1,33	101,8	103,2	103,2	0,0	1,4
Bois d'oeuvre et autres produits de bois	6,04	88,0	93,9	94,2	0,3	7,0
Meubles et articles d'ameublement	2,19	116,4	118,0	118,0	0,0	1,4
Pâte de bois et produits de papier	6,40	100,4	100,3	99,2	-1,1	-1,2
Impression et édition	1,84	103,6	105,4	105,0	-0,4	1,4
Produits métalliques de première transformation	6,99	156,3	140,6	139,5	-0,8	-10,7
Produits métalliques ouvrés	4,45	124,5	123,8	123,6	-0,2	-0,7
Machines et matériel	4,41	103,8	106,2	105,8	-0,4	1,9
Véhicules automobiles et autre matériel de transport	24,34	76,7	78,5	77,5	-1,3	1,0
Produits électriques et de communication	5,02	92,9	93,5	93,0	-0,5	0,1
Produits minéraux non métalliques	2,07	117,9	118,5	118,3	-0,2	0,3
Produits du pétrole et du charbon	6,30	233,2	226,7	234,5	3,4	0,6
Produits chimiques	7,19	137,2	134,8	134,5	-0,2	-2,0
Produits manufacturés divers	2,60	123,2	123,0	122,7	-0,2	-0,4
Divers produits non manufacturés	0,30	268,9	273,5	263,9	-3,5	-1,9
Produits semi-finis²	62,15	123,6	122,2	122,4	0,2	-1,0
Produits semi-finis de première étape ³	7,56	146,6	135,6	134,3	-1,0	-8,4
Produits semi-finis de deuxième étape ⁴	54,60	120,4	120,4	120,7	0,2	0,2
Produits finis⁵	37,85	100,5	102,0	101,7	-0,3	1,2
Aliments de consommation et aliments pour animaux	7,12	118,6	119,9	119,8	-0,1	1,0
Matériel capitalisé	12,19	86,3	88,1	87,3	-0,9	1,2
Tous les autres produits finis	18,54	102,9	104,2	104,2	0,0	1,3

^r révisé^p provisoire

1. L'importance relative est basée sur les valeurs annuelles de production de 2002.

2. Les produits semi-finis sont des produits qui servent principalement à la production d'autres biens.

3. Les produits semi-finis de première étape servent le plus souvent à produire d'autres produits semi-finis.

4. Les produits semi-finis de deuxième étape sont utilisés le plus souvent pour produire des produits finis.

5. Les produits finis sont le plus souvent utilisés pour la consommation immédiate ou les investissements.

Tableau 2
Indice des prix des matières brutes – Données non désaisonnalisées

	Importance relative ¹	Août 2011	Juillet 2012 ^r	Août 2012 ^p	Juillet à août 2012	Août 2011 à août 2012
	%	(2002=100)			variation en %	
Indice des prix des matières brutes (IPMB)	100,00	170,3	158,2	163,5	3,4	-4,0
IPMB sans les combustibles minéraux	58,56	156,0	150,0	148,0	-1,3	-5,1
Combustibles minéraux	41,44	190,7	170,1	185,6	9,1	-2,7
Substances végétales	9,89	156,9	153,9	154,0	0,1	-1,8
Animaux et substances animales	19,81	125,4	125,1	124,1	-0,8	-1,0
Bois	11,82	89,7	95,7	95,5	-0,2	6,5
Matières ferreuses	2,88	165,0	144,6	140,0	-3,2	-15,2
Métaux non ferreux	11,32	273,8	243,9	236,7	-3,0	-13,6
Minéraux non métalliques	2,82	162,4	167,0	167,0	0,0	2,8

^r révisé

^p provisoire

1. L'importance relative est basée sur les valeurs annuelles des entrées intermédiaires de 2002.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 329-0056 à 329-0068 et 330-0007.

Tableau 329-0056 : Indices des prix de l'industrie, selon les agrégations principales.

Tableau 329-0057 : Indices des prix de l'industrie, selon l'industrie.

Tableau 329-0058 : Indices des prix de l'industrie, selon l'étape de transformation.

Tableaux 329-0059 à 329-0068 : Indices des prix de l'industrie, selon le produit.

Tableau 330-0007 : Indices des prix des matières brutes, selon le produit.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 2306 et 2318.

Le numéro d'août 2012 de la publication *Indices des prix de l'industrie* (62-011-X, gratuite) paraîtra bientôt.

Les données de septembre sur les indices des prix des produits industriels et des matières brutes seront diffusées le 30 octobre.

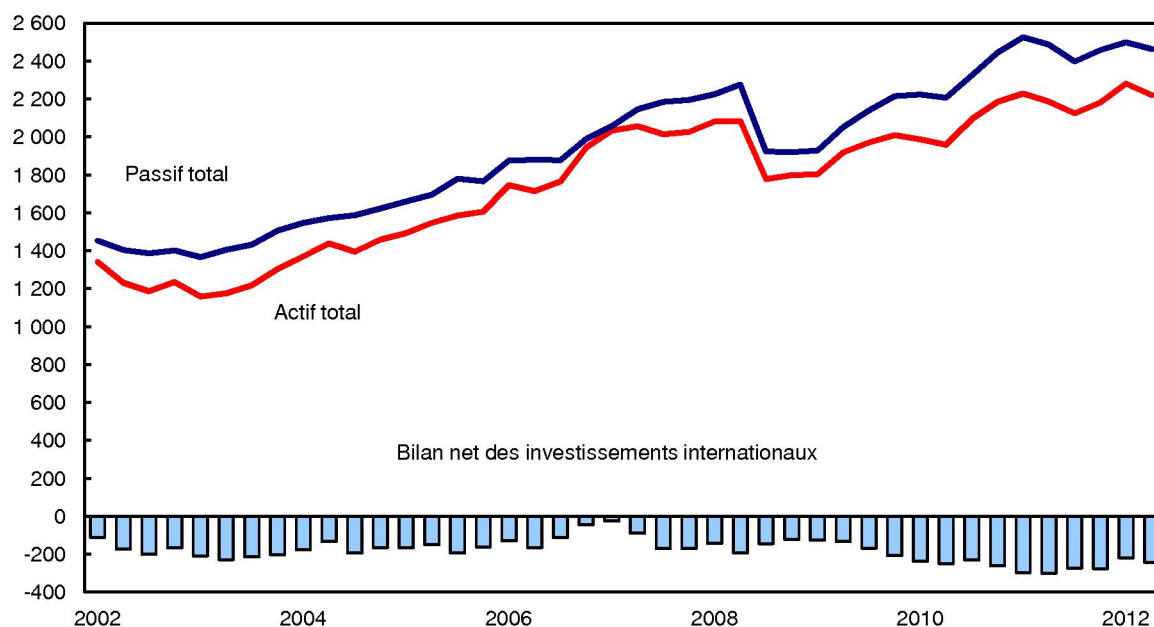
Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Centre de contact national de Statistique Canada au 613-951-8116 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Bilan des investissements internationaux du Canada, deuxième trimestre de 2012

La dette extérieure nette du Canada a augmenté de 23,4 milliards de dollars pour atteindre 241,6 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. Cela s'explique principalement par l'effet qu'ont eu l'affaiblissement des marchés boursiers sur la composante relativement plus importante des actions dans les positions d'investissements extérieurs du Canada ainsi que les nouveaux investissements étrangers dans l'économie au cours du trimestre.

Graphique 1 Bilan des investissements internationaux du Canada

milliards de dollars



L'affaiblissement des marchés boursiers étrangers fait fléchir l'actif international

L'actif international du Canada à la valeur marchande a reculé de 59,9 milliards de dollars pour s'établir à 2 220,4 milliards de dollars. Les investissements canadiens à l'étranger de 5,5 milliards de dollars au cours du trimestre ont été plus qu'effacés par une réévaluation à la baisse de 85,7 milliards de dollars, laquelle est principalement attribuable au repli des marchés boursiers. L'effet net des mouvements de taux de change a ralenti la perte de valeur de 20,3 milliards de dollars de l'actif international en devises étrangères. Le dollar canadien a reculé de 2,0 % par rapport au dollar américain et de 5,3 % par rapport au yen japonais. Il s'est apprécié de 0,1 % par rapport à la livre anglaise et de 3,3 % par rapport à l'euro.

Recul du passif international malgré des investissements continus en provenance de l'étranger

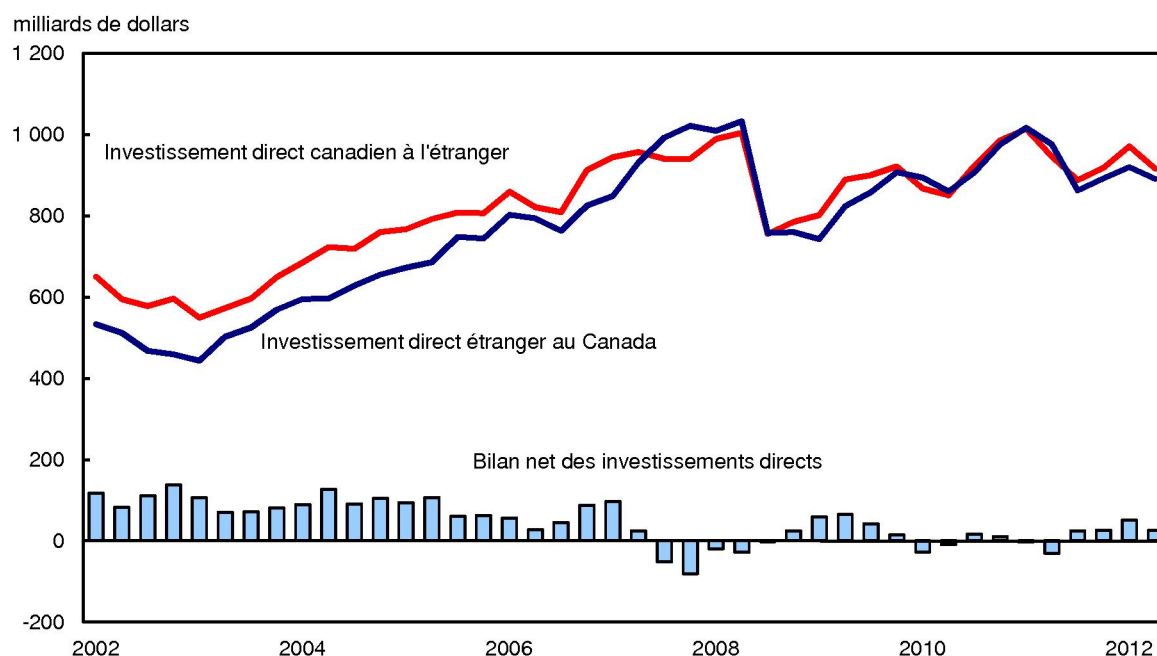
Le passif international du Canada a fléchi de 36,5 milliards de dollars pour s'établir à 2 462,0 milliards de dollars au deuxième trimestre. Les non-résidents ont investi 16,6 milliards de dollars dans l'économie canadienne au cours du trimestre, dont 18,0 milliards de dollars en obligations canadiennes, qui ont été en partie épongés par des retraits au chapitre des dépôts. Les mouvements de taux de change ont aussi ajouté 9,9 milliards de dollars au passif

international en devises étrangères. Cependant, la diminution des prix sur les marchés boursiers canadiens a eu un effet nettement plus marqué, en faisant baisser de 67,8 milliards de dollars la valeur des avoirs en actions canadiennes détenus par des non-résidents.

La position d'actif net du Canada en investissements directs à la valeur marchande se resserre

Le recul de 25,6 milliards de dollars au deuxième trimestre de la position d'investissement direct net est surtout imputable à l'actif canadien. Les investissements directs canadiens à l'étranger ont diminué pour se chiffrer à 915,8 milliards de dollars au deuxième trimestre. Cela reflète l'affaiblissement des prix sur les marchés boursiers internationaux, qui a épongé 66,5 milliards de dollars de la valeur de l'actif en investissement direct. Les replis ont été modérés par l'effet de réévaluation qu'a eu une dépréciation du dollar canadien sur l'actif à l'étranger libellé en devises étrangères, ainsi que par les sorties d'investissements au cours du trimestre, qui, ensemble, ont ajouté 11,6 milliards de dollars à la position d'actif.

Graphique 2 Bilan des investissements directs du Canada



Sur le plan du passif, la valeur des investissements directs étrangers au Canada a diminué de 29,4 milliards de dollars au deuxième trimestre pour passer à 890,4 milliards de dollars, en raison d'une baisse des marchés canadiens des actions. Les entrées d'investissements directs ont ralenti la perte de valeur, en ajoutant 10,4 milliards de dollars à la position de passif.

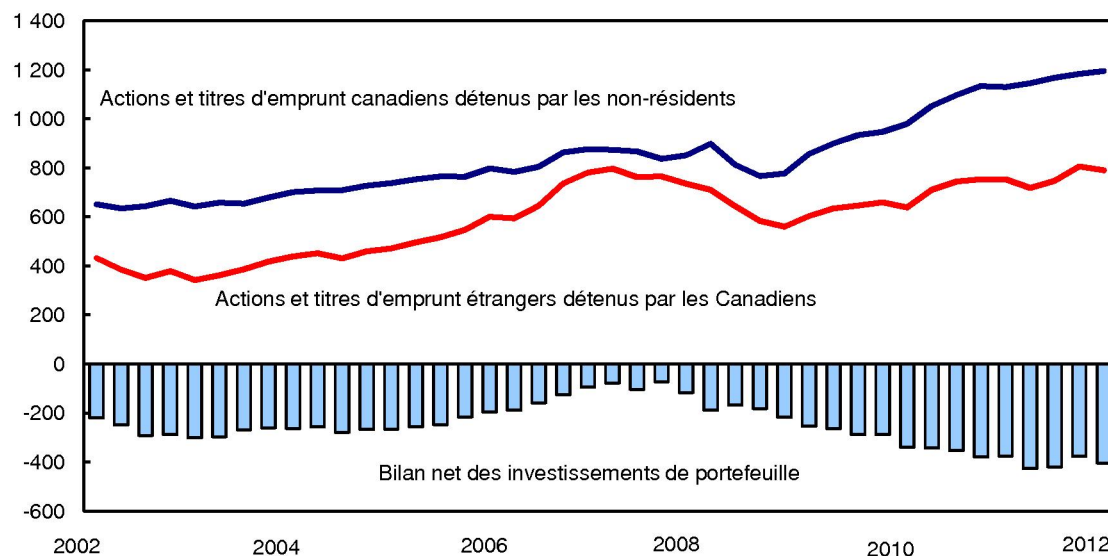
La position de passif net en valeurs mobilières continue à s'accroître

Le passif net du Canada au chapitre des placements de portefeuille était en hausse au deuxième trimestre. La valeur des titres canadiens détenus par des non-résidents a augmenté de 11,8 milliards de dollars au deuxième trimestre et a atteint 1 194,7 milliards de dollars. Les investisseurs étrangers ont acquis 28,5 milliards de dollars de

titres canadiens, principalement en obligations et en instruments du marché monétaire canadiens, mais la baisse des prix sur les marchés canadiens des actions a épongé 28,1 milliards de dollars de la valeur de leurs avoirs détenus en actions canadiennes.

Graphique 3 Bilan international des investissements de portefeuille du Canada

milliards de dollars



Parallèlement, la valeur des avoirs canadiens en titres étrangers a diminué de 15,4 milliards de dollars pour se chiffrer à 790,1 milliards de dollars. La baisse des prix sur les marchés boursiers étrangers a plus que compensé l'effet des variations du taux de change, qui ont ajouté 8,1 milliards de dollars à la position.

Note aux lecteurs

La révision historique complète du Bilan des investissements internationaux (BII) est publiée avec ce numéro trimestriel du Bilan des investissements internationaux. Pour plus d'information, voir la [Révision historique du Système de comptabilité nationale](#). Au moment de la diffusion du présent communiqué, la principale mesure des comptes du BII intègre désormais la comptabilisation à la valeur au marché des titres négociables et du capital-actions des investissements directs étrangers. Cette nouvelle présentation ajoute une nouvelle dimension à l'analyse du bilan net des investissements internationaux du Canada et reflète plus fidèlement l'évolution de cette position. Le BII à la valeur comptable reste disponible, étant donné que le lien d'accès au communiqué sur les investissements directs étrangers annuels qui sont à la valeur comptable, comprend les détails par région géographique et branche d'activité. Pour plus d'information, voir [Évaluation de l'actif et du passif](#).

Définition

Le bilan des investissements internationaux présente la valeur et la composition de l'actif et du passif du Canada envers le reste du monde. Le bilan net des investissements internationaux du Canada est la différence entre cet actif étranger et ce passif. L'excédent du passif international sur l'actif se traduit par une position d'endettement international net du Canada. L'excédent de l'actif international sur le passif est appelé « actif international net du Canada ».

Évaluation monétaire

On convertit en dollars canadiens la valeur de l'actif et du passif exprimée en devises étrangères à la fin de chaque période de calcul du bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié du passif international du pays est exprimée en devises étrangères. Si le dollar canadien s'apprécie, la réévaluation de l'actif et du passif en dollars canadiens dégage une valeur moindre. Le contraire se vérifie si le dollar canadien est en dévalorisation.

Tableau 1
Bilan des investissements internationaux du Canada en fin de période

	Quatrième trimestre de 2010	Premier trimestre de 2011	Deuxième trimestre de 2011	Troisième trimestre de 2011	Quatrième trimestre de 2011	Premier trimestre de 2012	Deuxième trimestre de 2012
milliards de dollars							
Actif	2 184,6	2 228,8	2 186,3	2 122,9	2 180,8	2 280,3	2 220,4
Investissements directs							
canadiens à l'étranger	985,6	1 013,5	945,4	886,9	918,2	970,8	915,8
Investissements de portefeuille							
canadien	743,5	753,5	752,8	718,4	747,0	805,5	790,1
Titres d'emprunt étrangers	165,0	160,3	153,7	171,0	169,9	163,8	170,3
Marché monétaire étranger	6,7	6,8	6,0	6,1	4,8	4,2	3,0
Obligations étrangères	158,3	153,5	147,7	164,8	165,1	159,6	167,3
Actions étrangères et parts de fonds d'investissement	578,5	593,1	599,2	547,5	577,1	641,7	619,8
Réserves officielles							
internationales	56,8	58,8	60,3	66,8	66,9	69,2	67,4
Autre investissement canadien	398,6	403,1	427,8	450,8	448,6	434,8	447,0
Prêts	112,7	111,3	116,8	123,1	124,8	124,6	131,7
Devises et dépôts	225,4	232,4	252,5	267,1	259,1	245,5	253,8
Autres actifs	60,5	59,4	58,6	60,6	64,7	64,7	61,6
Passif	2 445,1	2 525,8	2 486,6	2 396,2	2 457,7	2 498,5	2 462,0
Investissements directs							
étrangers au Canada	975,0	1 015,9	975,4	861,9	891,6	919,8	890,4
Investissements de portefeuille							
à l'étranger	1 096,7	1 132,6	1 128,6	1 145,4	1 167,5	1 182,8	1 194,7
Titres d'emprunt canadiens	643,9	647,1	669,4	739,7	745,2	745,8	785,4
Marché monétaire canadien	35,6	36,2	41,3	58,6	68,0	59,9	70,6
Obligations canadiennes	608,3	610,9	628,0	681,2	677,3	685,9	714,9
Actions canadiennes et parts de fonds d'investissement	452,8	485,5	459,3	405,6	422,3	437,0	409,2
Autre investissement étranger	373,4	377,3	382,6	388,9	398,5	395,9	376,9
Emprunts	65,8	60,5	60,1	59,7	65,1	61,5	53,8
Devises et dépôts	277,6	286,3	292,0	298,3	302,4	302,5	291,7
Droits de tirage spéciaux	9,2	9,2	9,2	9,7	9,3	9,3	9,3
Autres passifs	20,7	21,3	21,3	21,3	21,7	22,6	22,2
Bilan net des investissements internationaux	-260,4	-296,9	-300,3	-273,3	-276,8	-218,2	-241,6

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 376-0059 et 376-0141 à 376-0144.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 1534 et 1537.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Centre de contact national de Statistique Canada au 613-951-8116 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Komal Bobal au 613-951-6645 ou avec Marie-Josée Lamontagne au 613-951-5179, Division de la balance des paiements.

Révision historique du Système de comptabilité nationale, 1981 au deuxième trimestre de 2012

La mise en œuvre des normes comptables internationales révisées du Système de comptabilité nationale n'a entraîné aucun changement important du niveau, du taux de croissance nominal ni du taux de croissance réel du produit intérieur brut (PIB) du Canada de 1981 jusqu'au deuxième trimestre de 2012. De même, le solde du compte courant du Canada n'a pas connu de changement important au cours de cette période. Les comptes révisés fournissent aux utilisateurs des renseignements supplémentaires qui brossent un tableau plus complet de l'économie canadienne.

Note aux lecteurs

Périodiquement, les comptes économiques canadiens font l'objet de révisions historiques qui sont beaucoup plus étendues que les révisions ordinaires effectuées annuellement. Ces révisions historiques sont destinées exclusivement à intégrer les changements de concepts, de classifications et de présentation, ainsi que les grands changements statistiques. La présente diffusion des comptes économiques canadiens comprend de telles révisions remontant jusqu'à 1981.

Les changements n'ont pas encore été apportés pour les années antérieures à 1981. Des travaux en ce sens sont en cours et Statistique Canada tentera de diffuser, à une date ultérieure, une série chronologique cohérente de données des comptes du produit intérieur brut en termes de revenus et de dépenses, pour la période débutant en 1947 sur une base trimestrielle et pour celle débutant en 1926 sur une base annuelle. Les comptes internationaux refléteront aussi certains de ces changements.

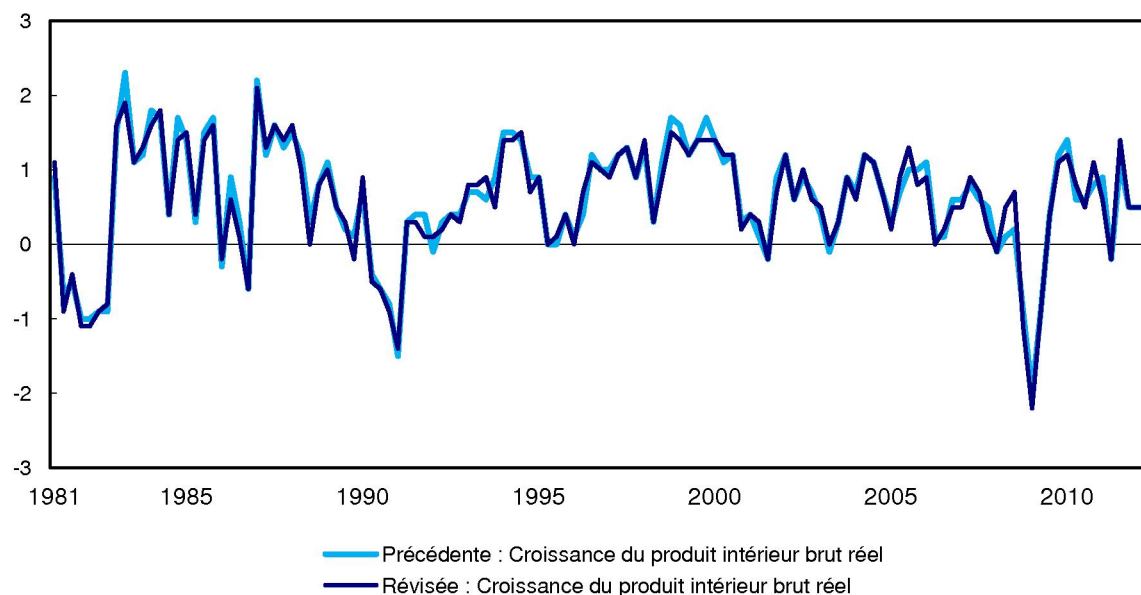
Révisions de la croissance du produit intérieur brut

Les révisions de la croissance du PIB au cours de la période visée n'ont pas été considérables. Au cours de la période complète allant de 1982 à 2011, la révision moyenne absolue du taux nominal annuel de croissance du PIB a été de 0,15 point de pourcentage, tandis que celle du taux réel annuel de croissance du PIB a été de 0,14 point de pourcentage. La révision à la hausse la plus importante de la croissance réelle a eu lieu en 2008 (+0,4) et la révision à la baisse la plus importante, en 1999 (-0,4).

Les taux réels de croissance durant les cycles économiques caractérisés par une période de récession ou de reprise sont particulièrement intéressants. La révision historique a peu modifié la profondeur ou la durée des contractions économiques qui ont eu lieu en 1982 et en 1991.

Graphique 1**Répercussions des révisions de la croissance du produit intérieur brut réel**

variation trimestrielle en %



En 1982, le PIB réel a diminué de 3,0 % et en 1983, il a augmenté de 2,6 %. Ces deux taux de croissance sont légèrement moins élevés que les taux estimés précédemment. En 1991, le PIB réel a baissé de 2,1 %, soit le même taux de recul que celui estimé antérieurement.

Les révisions des données de 2009 comprennent l'étalonnage annuel fait à l'aide des tableaux d'entrées-sorties du Canada. Alors que la baisse annuelle du PIB réel en 2009 (-2,8 %) demeure la même, la diminution au quatrième trimestre de 2008 et celle du premier trimestre de 2009 ont été plus prononcées que ce qui avait été antérieurement estimé. Le PIB réel a diminué de 1,1 % au quatrième trimestre de 2008 et de 2,2 % au premier trimestre de 2009 comparativement aux baisses précédemment estimées de 0,9 % et de 2,0 %.

Révisions du niveau du produit intérieur brut

En 2007 (la nouvelle année de référence et de base pour les comptes économiques canadiens), le niveau nominal du PIB a été révisé à la hausse de 36,4 milliards de dollars, ce qui représente 2,4 % de la valeur du PIB estimée précédemment.

Le principal déterminant de la hausse du niveau du PIB a été une révision à la hausse de la valeur des investissements. Les activités de recherche et de développement ainsi que les systèmes d'armes militaires sont désormais considérés comme des immobilisations dans le Système de comptabilité nationale et sont compris dans les estimations des investissements des entreprises et des administrations publiques.

Les dépenses totales des entreprises et des administrations publiques pour l'investissement en recherche et développement se chiffraient à 20,8 milliards de dollars en 2007, dont 10,3 milliards de dollars étaient imputables aux entreprises et 10,5 milliards de dollars, aux administrations publiques.

De 1982 à 2011, la croissance annuelle moyenne des investissements des entreprises et des administrations publiques en recherche et développement a dépassé celle d'autres catégories d'investissement. Le taux annuel moyen de croissance a été de 6,2 % pour les investissements en recherche et développement, mais de 5,3 % pour les autres catégories d'investissement. Toutefois, au cours des cinq dernières années, la croissance des investissements en recherche et développement a pris du retard par rapport à d'autres types d'investissement.

Révisions du compte courant et du compte de capital

Le principal changement associé à la présente révision est la définition de nouveaux secteurs, dont celui des institutions sans but lucratif au service des ménages, celui des sociétés non financières, celui des sociétés financières et celui des administrations publiques autochtones.

En 2007, les dépenses de consommation finale des institutions sans but lucratif au service des ménages représentaient 1,4 % du produit intérieur brut total. Au cours de la période de 1981 à 2011, leur part du produit intérieur brut est passée de 1,2 % à 1,6 %.

Les sociétés financières jouent un rôle de plus en plus important dans le secteur des sociétés. Exprimé en part de l'excédent total d'exploitation, l'excédent brut d'exploitation des sociétés financières a augmenté, pour passer de 4,9 % en 1997 à 8,3 % en 2011.

Outre le plus fin niveau de détail sectoriel, certains changements ont été apportés à plusieurs indicateurs macroéconomiques tirés des comptes sectoriels existants, surtout les agrégats du secteur des ménages.

Dans la version précédente des Comptes économiques canadiens, le secteur des ménages englobait les activités des institutions sans but lucratif au service des ménages, des administrations publiques autochtones et de certaines sociétés financières. Dans la nouvelle présentation, le secteur ne comprend plus que les ménages et, donc, rend compte plus exactement des revenus et des dépenses des ménages. De surcroît, la définition du revenu disponible des ménages concorde maintenant avec la norme internationale puisque les transactions comme les intérêts sur le crédit à la consommation sont supprimées avant l'estimation du revenu disponible.

Ces changements ont fait en sorte que le revenu disponible des ménages en 2007 a diminué de 45,1 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à celui publié précédemment. De même, le revenu disponible des ménages par habitant était de 26 047 \$, en baisse comparativement à l'estimation précédente de 27 420 \$.

Les dépenses des ménages ont aussi été moins élevées en raison de la redéfinition du secteur, étant passées de 56 % du PIB à 53 % en 2007 dans la nouvelle version. Le niveau de l'épargne des ménages était également plus faible. Toutefois, le taux d'épargne des ménages présente la même tendance qu'auparavant, à savoir une baisse progressive de 1981 à 2005 et une tendance légèrement à la hausse depuis 2005.

Révisions des comptes internationaux

Dans le cas de la balance de paiements internationaux, les révisions n'ont pas entraîné de changement important du solde du compte courant au fil du temps.

Le principal changement statistique apporté au compte courant a été la révision à la hausse du commerce des services découlant de la refonte des instruments d'enquête et de l'intégration de sources de données supplémentaires. Les valeurs des exportations ainsi que des importations de services ont été révisées à la hausse, la révision à la hausse des exportations étant généralement plus importante que celle des importations.

Cependant, d'autres révisions des composantes du compte courant ont eu tendance à produire de faibles hausses des déficits globaux du compte courant et de faibles baisses des excédents dans la plus grande part de la série chronologique à partir de 1981.

L'une de ces révisions a été la restructuration du compte courant afin d'y inclure la rémunération transfrontalière des employés, ce qui a fait augmenter les paiements par rapport aux recettes. En outre, les paiements de revenus de placements issus de l'investissement de portefeuille ont été révisés à la hausse pour un certain nombre d'années plus récentes, ce qui rend compte d'une révision à la hausse des avoirs étrangers en actions canadiennes.

Dans le compte capital et le compte financier de la balance des paiements internationaux, les révisions statistiques portant sur la période qui débute en 1981 ont été minimales en ce qui concerne le solde.

L'élimination des capitaux des migrants des transactions, conformément à la norme internationale, a modifié les totaux dans le compte capital ainsi que dans le compte financier. En outre, elle a donné lieu à une révision à la baisse du niveau du prêt/emprunt net des ménages.

Les opérations de portefeuille ont été révisées à partir de 1999 et une certaine reclassification des opérations entre les catégories du compte financier s'est traduite par un lien plus étroit avec l'actif et le passif du bilan des investissements internationaux.

De même, dans le bilan des investissements internationaux, les révisions statistiques ont été modérées dans l'ensemble de la série chronologique. À la valeur comptable, la dette extérieure nette du Canada était en grande partie inchangée, sauf pour les années les plus récentes (principalement depuis 1999). Pour ces années, la valeur des actifs sous forme de prêts internationaux des administrations publiques a été révisée afin de refléter un enregistrement plus exact des provisions pour prêts, et les avoirs étrangers en actions canadiennes ont fait l'objet d'une importante révision à la hausse.

L'évaluation aux prix du marché des actifs et des passifs internationaux lorsque applicable est introduite à partir du premier trimestre de 1990 et devient la méthode officielle d'évaluation du bilan des investissements internationaux du Canada. Cette nouvelle mesure de la dette extérieure nette du Canada diffère de la mesure précédente à la valeur comptable dans les premières périodes puisque la réévaluation des actifs y était relativement plus élevée que celle des passifs. Dans les périodes récentes, les différences entre les mesures à la valeur marchande et à la valeur comptable de la dette extérieure nette ont été relativement petites.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 376-0012, 376-0013, 376-0059, 376-0064, 376-0101 à 376-0108, 376-0121, 376-0122, 376-0124, 376-0131 à 376-0138, 376-0141 à 376-0146, 380-0063 à 380-0076, 380-0078 à 380-0085, 380-0100 à 380-0106 et 382-0006.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 1534, 1535, 1536, 1537, 1901 et 2602.

Le module [Comptes économiques nationaux](#), accessible sous l'onglet *Ressource clé* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leur structure.

Pour obtenir plus de renseignements, consultez la publication *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* (13-605-X, gratuite). Cette publication est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Centre de contact national de Statistique Canada au 613-951-8116 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Étude : Le revenu des ménages canadiens, 1981 à 2010

Au cours des trois décennies allant de 1981 à 2010, le revenu primaire des ménages au Canada a plus que quadruplé, étant passé de 253,7 milliards de dollars à près de 1,1 billion de dollars.

Le revenu primaire des ménages, un nouvel agrégat permettant d'évaluer le revenu des ménages, a été élaboré dans le cadre des révisions historiques du Système canadien des comptes nationaux. Cet article de la série *Aperçus économiques* examine les composantes du revenu des ménages.

Le revenu primaire des ménages est défini comme étant « les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'ils possèdent des actifs nécessaires pour la production ».

Il existe trois composantes sous-jacentes du revenu primaire des ménages : la rémunération des salariés, le revenu mixte net et le revenu net de la propriété. Leurs parts sont demeurées stables, dans une large mesure, au fil du temps.

De 1981 à 2010, la composante la plus importante du revenu primaire, la rémunération des salariés, est demeurée relativement constante, s'établissant à environ 76 %. La rémunération des salariés englobe les salaires et traitements et comprend les cotisations sociales à la charge de l'employeur permettant d'offrir des avantages tels que les régimes de soins de santé, les régimes d'assurance-vie et les régimes de retraite.

L'importance relative de ces cotisations des employeurs a varié au fil du temps. Au cours des trois décennies, les avantages ont crû au taux annuel de 6,7 %, alors que la croissance annuelle des salaires et traitements nominaux était de 4,9 %. Par conséquent, la part de la rémunération des salariés représentée par les cotisations sociales à la charge de l'employeur a augmenté, étant passée de 8,7 % en 1981 à 13,3 % en 2010.

La deuxième composante principale, le revenu mixte net, représentait environ 14 % du revenu primaire. Le revenu mixte net comprend le revenu brut d'exploitation des entreprises individuelles, des fermes et des locations, moins la consommation de capital fixe des entreprises individuelles.

Le revenu net de la propriété, soit le revenu net (les revenus moins les paiements) que les ménages perçoivent en raison de leur possession d'actifs ou de passifs financiers ou de ressources naturelles, représentait moins de 10 % du revenu primaire des ménages en 2010.

Les revenus de dividendes représentaient une proportion croissante du revenu de la propriété reçu par les ménages. Leur part est passée de 18 % en 2000 à 36 % en 2010. Par ailleurs, les revenus d'intérêts, en proportion du revenu de la propriété reçu, ont diminué. Leur part a baissé, passant de 90 % du revenu de la propriété reçu par les ménages en 1991 à 63 % en 2010.

Cette étude examine également les changements survenus dans la composition des transferts de revenu reçus par les ménages. Les prestations de la sécurité sociale ont éclipsé les prestations de l'assurance-emploi comme source dominante des transferts des administrations publiques aux ménages.

En 1991, les prestations de la sécurité sociale représentaient 24 % des transferts reçus par les ménages, tandis que les prestations de l'assurance-emploi en représentaient 22 %. En 2010, les prestations de la sécurité sociale constituaient 29 % des transferts reçus par les ménages, alors que la proportion des prestations de l'assurance-emploi était de 11 %.

En ce qui concerne les transferts payés par les ménages aux administrations publiques, les cotisations à l'assurance sociale ont affiché une hausse comparativement aux impôts personnels sur le revenu payés.

De chaque 100 \$ de transferts payés par les ménages aux administrations publiques en 1991, 23 \$ allaient à l'assurance sociale et 73 \$, aux impôts personnels sur le revenu. En 2010, les cotisations à l'assurance sociale représentaient 28 \$ de chaque tranche de 100 \$ des transferts payés par les ménages aux administrations publiques, tandis que les impôts personnels sur le revenu représentaient 67 \$.

Les comptes nationaux révisés présentent également des données sur les transferts entre les ménages et le secteur bénévole. En 2010, près de 5 % des transferts payés par les ménages canadiens allaient au secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 380-0072 à 380-0074.

L'étude intitulé « Le revenu des ménages canadiens de 1981 à 2010 », qui fait partie de la série *Aperçus économiques* (11-626-X, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Ressource clé*.

Des études semblables de la Division de l'analyse économique peuvent être consultées en ligne (www.statcan.gc.ca/analyseeconomique).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Centre de contact national de Statistique Canada au 613-951-8116 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karim Moussaly au 613-951-2140, Division de l'analyse économique.

Indices des prix de vente de l'énergie électrique, mai à août 2012

Il est maintenant possible de consulter les indices des prix de vente de l'énergie électrique (2009=100) pour la période allant de mai à août.

Note aux lecteurs

L'Indice des prix de vente de l'énergie électrique est une série mensuelle qui mesure les mouvements de prix de l'électricité vendue par les distributeurs aux utilisateurs commerciaux et industriels; les données sont produites trois fois par année.

Les données diffusées ne sont pas désaisonnalisées.

Les indices de l'année en cours et de l'année précédente sont sujets à révision.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableau 329-0073.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2325.

Le numéro d'août 2012 de la publication *Indices des prix de l'industrie* (62-011-X, gratuite) paraîtra sous peu.

Les indices des prix de vente de l'énergie électrique de septembre à décembre seront diffusés le 31 janvier 2013.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Centre de contact national de Statistique Canada au 613-951-8116 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Papier-toiture asphalté, août 2012

Il est maintenant possible de consulter les données d'août sur le papier-toiture asphalté.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableau 303-0052.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2123.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Centre de contact national de Statistique Canada au 613-951-8116 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Base de données et modèle de simulation de politiques sociales, Version 20.0

La *Base de données et modèle de simulation de politiques sociales (BD/MSPS)*, version 20.0 fondée sur les microdonnées de 2008, est maintenant offerte. La nouvelle version de la BD/MSPS peut être utilisée pour étudier les répercussions des changements aux programmes fédéraux et provinciaux d'impositions et de prestations sur les familles et les gouvernements de 1997 à 2017.

La BD/MSPS est un outil conçu pour l'analyse des interactions financières entre les administrations et les particuliers/familles au Canada. Elle permet d'estimer les effets de redistribution du revenu ou les incidences-coûts des changements au régime d'imposition des particuliers (y compris la taxe sur les produits et services et les autres taxes à la consommation) et de transferts aux particuliers. La BD/MSPS aide les chercheurs à analyser les retombées éventuelles des changements en ce qui concerne les impôts, les gains, les tendances démographiques et une foule d'autres facteurs.

Lorsque des hypothèses sont spécifiées, la BD/MSPS permet aux analystes de répondre à des questions de type « scénario ». Qu'arriverait-il s'il y avait un changement dans les impôts que les Canadiens ont versés ou les transferts qu'ils ont reçus — qui serait gagnant et qui serait perdant? Les ménages monoparentaux d'une province donnée se tireraient-ils mieux d'affaire? Dans quelle mesure? Combien d'argent supplémentaire le gouvernement fédéral ou les provinces toucheraient-ils ou déboursaient-ils?

Comme son nom l'indique, la BD/MSPS comprend une base de donnée (BDSPS) et un modèle (MSPS). La BDSPS est une base de données statistiquement représentative des individus dans leur contexte familial qui renferme suffisamment de renseignements sur chaque individu pour permettre de calculer les impôts payés aux gouvernements fédéraux et provinciaux et les transferts monétaires reçus de ceux-ci. Elle est créée en combinant statistiquement des données provenant d'enquêtes et de banques de données administratives. Le MSPS est un modèle comptable statique qui traite chaque individu et chaque famille de la BDSPS, calcule les transferts et les taxes (y compris les impôts sur le revenu, les cotisations sociales et les taxes à la consommation) à partir des programmes et algorithmes prévus par la loi ou proposés, et affiche les résultats. Une interface visuelle peut être utilisée pour exécuter ce modèle de microsimulation, et la documentation sur la BDSPS ainsi que le MSPS est comprise.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3889.

La *Base de données et modèle de simulation de politiques sociales (BD/MSPS)*, version 20.0 (89F0002X, 5 000 \$ / 12 500 \$) est maintenant en vente sur CD-ROM.

Pour obtenir plus de renseignements concernant [La Base de données et modèle de simulation de politiques sociales \(BD/MSPS\)](#), version 20.0, communiquez avec le Centre de contact national de Statistique Canada au 613-951-8116 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Chantal Hicks au 613-951-5311, Division de la modélisation.

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens

Numéro au catalogue 13-605-X (HTML, gratuit)

Base de données et modèle de simulation de politique sociale (BD/MSPS), 1997 à 2017 (version 20.0, base de données 2008)

Numéro au catalogue 89F0002X (CD-ROM, prix variés)

Nouvelles études

Aperçus économiques : « Le revenu des ménages canadiens de 1981 à 2010 », n° 15

Numéro au catalogue 11-626-X2012015 (HTML, gratuit | PDF, gratuit)

Sommaire des révisions des comptes internationaux du Système de comptabilité nationale du Canada

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens

Analyse des révisions - Système de comptabilité nationale du Canada 2012

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2012. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>